Le Monde
MARDI 21 AOÛT 201

Vague de débaptisations en Argentine

A la suite du débat sur la légalisation de l'IVG, un mouvement exige la séparation de l'Eglise et de l'Etat

BUENOS AIRES - *correspondante*

Après les foulards verts, symbole de la lutte en faveur de la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse (IVG), ce sont des centaines de foulards de couleur orange qui ont déferlé, samedi 18 août, en plein centre de Buenos Aires, sur la mythique avenue Corrientes. La revendication de ceux qui les portent : la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Vert ou orange, *« c'est le même combat : en finir avec l'intromission de l'Eglise dans nos vies de citoyens »*, affirme Mariana Ceballos, militante féministe. Comme des centaines d'autres personnes, elle est venue remplir un formulaire d'apostasie, c'est-à-dire de renoncement à l'Eglise catholique. *« J'ai été baptisée à ma naissance, donc sans mon consentement,* dit-elle, *mais aujourd'hui, à 30 ans, je refuse de cautionner une institution hypocrite et perverse. »* A ses côtés, son frère, Marcelo, s'est lui aussi *« débaptisé »*. Il est scandalisé par *« la double morale d'une Eglise qui prétend défendre la vie humaine mais qui protège les prêtres pédophiles qui abusent des enfants »*.

L'élément déclencheur de ce mouvement d'apostasie collective : le rejet par le Sénat, le 9 août, du projet de légalisation de l'avortement, après une campagne particulièrement virulente des églises catholique et évangéliques. Le pape François avait comparé les IVG à l'Holocauste, des prêtres avaient menacé d'excommunion les législateurs qui voteraient le texte.



Des Argentins sont venus remplir un formulaire de renoncement à l'Eglise catholique, à Buenos Aires, le 18 août. NATACHA PISARENKO/AP

« La goutte d'eau »

Sans un climat de kermesse, ils sont plusieurs dizaines à faire la queue, ce samedi après-midi, devant les tables installées par la Coalition argentine pour un Etat laïque (CAEL), pour demander que leurs noms soient rayés des registres de l'Eglise. Des femmes et des hommes de tous les âges, qui précisent la date de leur baptême et la paroisse où il a été célébré. *« Fêter collectivement une décision personnelle est un geste politique »*, note Fernando Lozada, membre de CAEL, une organisation fondée il y a douze ans, et qui avait convoqué une première apostasie collective en 2009. *« Le débat sur l'IVG a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase,* note M. Lozada, *et le nombre de catholiques qui se déclarent apostats ne cesse d'augmenter. »*

La campagne lancée par CAEL et d'autres associations pour réclamer la séparation de l'Eglise et de l'Etat, sur les réseaux sociaux, début août, a réuni des milliers de signatures. Des apostasies collectives ont eu lieu non seulement à Buenos Aires, mais également dans plusieurs villes de l'intérieur du pays.

Les lettres d'apostasie recueillies seront remises, le 24 août, à la Conférence épiscopale argentine, au cours d'une cérémonie présidée par Nora Cortiñas, 88 ans, présidente des Mères de la place de Mai-Ligne fondatrice, qui luttent pour faire la lumière sur le sort de leurs enfants pendant la dictature (1976-1983). Mme Cortiñas s'est elle-même déclarée apostate, rappelant *« la complicité de l'Eglise avec la dictature militaire »* qui a fait 30 000 disparus, selon les associations de défense des droits de l'homme.

« Je respecte tes croyances, mais à toi de te les payer », proclamaient, samedi, des pancartes. L'Argentine est un Etat fédéral laïque, qui *« soutient »* toutefois le culte *« catholique apostolique romain »*, en vertu de l'article 2 de la Constitution. Mais la dernière dictature militaire a été plus loin, octroyant, par décrets, entre 1977 et 1983, une aide économique à l'Eglise catholique.

Les salaires des évêques et leurs retraites sont payés par l'Etat, donc avec les impôts des citoyens. Soit 133 millions de pesos par an (près de 4 millions d'euros). A cela s'ajoutent des exonérations d'impôts, des subventions aux collèges religieux, l'octroi de terrains fiscaux et des fonds destinés à la maintenance des églises, dont le montant dépend du bon vouloir de chaque gouvernement.

La revendication en faveur de la séparation de l'Eglise et de l'Etat n'est pas nouvelle en Argentine. C'était le cas en 1987, au moment de l'adoption de la loi autorisant le divorce, puis, à nouveau, en 2010, avant l'adoption de la loi sur le mariage pour tous – contre lesquelles, là encore, l'Eglise avait beaucoup bataillé. Mais elle a ressurgi avec force ces derniers mois sous la houlette des féministes qui dénoncent l'intromission de l'Eglise catholique, mais aussi des évangéliques, dans le débat sur l'IVG.

« Lobbying politique »

« Les catholiques ont fait du lobbying politique et les évangéliques ont mis les gens dans la rue », explique au *Monde* Fortunato Mallimaci, sociologue des religions. Au moment du vote au Sénat, des milliers de personnes, *« et jusqu'à deux orchestres de rock appartenant aux évangéliques »*, rappelle-t-il, s'étaient massées devant le Congrès pour protester contre le projet d'avortement légal.

« Depuis 1983, aucun gouvernement n'a pris en compte les revendications d'un Etat laïque, aucun gouvernement n'a non plus manifesté la volonté politique d'en finir avec l'aide économique accordée à l'Eglise », précise le sociologue, notant que *« les politiques, comme les militaires, continuent de penser qu'à tout moment leur parti peut avoir besoin de l'appui des groupes religieux »*.

Fortunato Mallimaci met en garde *« ceux qui croient qu'en Argentine l'apostasie collective peut contribuer à changer la relation historique entre les groupes religieux et l'Etat »*. C'est, selon lui, *« une grave erreur, car c'est croire que l'Eglise catholique reçoit de l'argent en fonction du nombre de ses fidèles, alors que c'est lié aux décrets de la dictature »*. La séparation réelle de l'Eglise et de l'Etat est donc en Argentine, conclut M. Mallimaci, *« une grande dette de la démocratie »*. ■

CHRISTINE LEGRAND

Incertitudes au Venezuela après l'annonce d'un « nouveau système économique »

Le président Maduro a notamment annoncé la multiplication par 35 du salaire minimum

BOGOTA - *correspondante*

Ruben Subiza, retraité à Caracas, veut croire que le plan de relance économique annoncé vendredi 17 août par le président Nicolas Maduro va tirer son pays de la crise. *« Ou les choses changent dans les jours qui viennent, ou le Venezuela va exploser »*, soupire-t-il. Mais Ruben craint que la reconversion monétaire qui doit entrer en vigueur lundi 20 août et la multiplication par 35 du salaire minimum ne terminent de plonger le pays dans le chaos. Tous les économistes de l'opposition aussi.

Dimanche, muni de son « carnet de la patrie » – une carte dotée d'un code qui permet notamment de bénéficier des programmes sociaux – que lui donne le parti socialiste, Ruben est allé faire la queue devant la station essence. Les rayons dégarnis des supermarchés ont eux aussi été pris d'assaut. Les banques, elles, ont été fermées pendant quatre jours, sur ordre du président, pour éviter la spéculation. *« Le pays est à bout. »* Tous les Vénézuéliens semblent d'accord sur ce point. Mais les détracteurs du gouvernement fustigent les mesures *« désordonnées et irrationnelles »* prises par le gouvernement. Trois partis d'opposition (Primero Justicia, Voluntad Popular et Causa R) ont lancé un *« appel à l'unité nationale »* et à *« une grève générale »* à partir de mardi. *« L'opposition n'a plus aucune crédibilité, l'explosion, si explosion il y a, viendra du peuple »*, prédit Ruben. Comme beaucoup de « chavistes », il ne fait plus confiance à Nicolas Maduro : *« un incapable »*.

> **« L'opposition n'a plus aucune crédibilité, l'explosion, si explosion il y a, viendra du peuple »**
> **RUBEN SUBIZA**
> retraité à Caracas

Dévaluation sans précédent

La monnaie vénézuélienne va perdre cinq zéros, lundi. Le bolivar « fort » – c'est son nom depuis 2008 – va devenir le « bolivar souverain ». Ce nouveau bolivar souverain sera rattaché au « petro », la cryptomonnaie créée par Nicolas Maduro pour tenter de contrer les sanctions financières adoptées par Washington. Le paquetazo cache donc une dévaluation sans précédent, de 96 % par rapport au taux officiel actuel. Pour atténuer ses effets, le président a annoncé une hausse du salaire minimum de 5 millions à 180 millions (1 800 bolivars souverains), soit 30 dollars au taux qui était celui du marché noir et qui devient le taux officiel.

« Je veux que le pays guérisse, j'ai la formule, croyez-moi », a affirmé M. Maduro au cours de son allocution télévisée, en promettant un *« nouveau système économique »*.

Pour M. Leon, *« à très court terme »*, ces mesures vont produire des effets positifs. Mais ils ne durent pas. Et ils sont déjà en train de s'estomper. Les files d'attente devant les stations essence ont déjà réapparu. Les rayons des supermarchés se remplissent à nouveau, mais les prix ont déjà grimpé, réduisent les effets escomptés. La confiance des opérateurs n'est pas au rendez-vous. *« L'augmentation du salaire ahurissante contredit l'objectif de la discipline budgétaire »*, rappelle M. Leon.

Le pays qui produisait 3,2 millions de barils par jour en 1999, date de l'arrivée au pouvoir de Hugo Chavez, en produit moins de 1,5 million aujourd'hui. Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'inflation devrait atteindre 1 000 000 % sur l'année. Les produits de base et les médicaments manquent. L'électricité aussi. Pour la quatrième année d'affilée, le pays va enregistrer un taux de croissance négatif à deux chiffres.

Le déficit budgétaire atteint 20 % du PIB et la dette publique dépasse les 150 milliards de dollars. Nombre d'entreprises ont quitté le pays. Plus de 2,4 millions de personnes ont suivi – selon le chiffre de l'ONU. Les firmes qui restent tournent au ralenti, freinées par le manque de matières premières et le contrôle des prix.

CORÉES

Premières réunions de familles entre Coréens du Nord et du Sud

Des dizaines de Sud-Coréens d'un âge avancé sont entrés lundi 20 août en Corée du Nord pour y rencontrer des parents qu'ils n'avaient plus revus depuis la guerre de Corée (1950-1953). Cette série de réunions, les premières depuis trois ans, intervient dans un contexte de détente entre le Nord et le Sud, après des années de tensions en raison des programmes nucléaire et balistique de Pyongyang. Des millions de personnes ont été séparées de leur famille par ce conflit qui a scellé la division de la péninsule. – *(AFP.)*

TURQUIE

L'ambassade américaine visée par une attaque

L'ambassade américaine en Turquie, à Ankara, a été la cible lundi 20 août d'une attaque par balles, qui a endommagé un poste de sécurité mais n'a pas fait de victime, a rapporté la chaîne CNN Turk. Cette attaque survient en plein climat de tensions entre les Etats-Unis et la Turquie à propos du pasteur américain Andrew Brunson, accusé par Ankara de terrorisme et dont Washington demande la libération. Donald Trump a

AFGHANISTAN

Le président Ghani offre un nouveau cessez-le-feu aux talibans

Le président afghan, Ashraf Ghani, a déclaré dimanche 19 août un cessez-le-feu de trois mois avec les talibans, si ceux-ci interrompent également les combats, après une récente poussée de violence dans le pays. L'annonce intervient après dix jours extrêmement violents. Le 9 août, les talibans ont lancé un assaut contre Ghazni, ville stratégique située à deux heures de route de la capitale, Kaboul. L'armée afghane, appuyée par des raids aériens américains, a peiné plusieurs jours avant de parvenir à les repousser. – *(AFP.)*

RECTIFICATIF

Salah Khalaf

Contrairement à ce que nous indiquions dans notre article « Antisémitisme : Jeremy Corbyn de nouveau dans la tourmente », dans *Le Monde* du 15 août, Salah Khalaf, le responsable palestinien n'a pas été tué par le Mossad. La mort de l'ancien numéro 2 de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), plus connu sous le nom d'Abou Iyad, est attribuée au groupe